

LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 292

LE LUNDI 22 DÉCEMBRE 2008

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

SOLSTICE DANS LA TEMPÊTE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA DEUXIÈME tempête de neige de la saison à frapper Montréal a sérieusement compliqué les emplettes des Fêtes hier. L'hiver est arrivé en force. En fait, deux tempêtes de neige ont balayé le pays d'un océan à l'autre. Environnement Canada prévoyait des accumulations de neige variant entre 15 et 25 centimètres au Québec et jusqu'à 40 cm au Nouveau-Brunswick. La neige qui est tombée a rendu la circulation périlleuse dans plusieurs régions du Québec. Un carambolage impliquant une trentaine de véhicules a forcé la fermeture de l'autoroute 40 en direction ouest entre Berthier et L'Assomption. De nombreuses sorties de route ont été signalées. Les températures sont demeurées froides sur l'ensemble du territoire québécois, soit entre -12 et -20 degrés Celsius, sans tenir compte du facteur éolien. Nos informations en page A 3.

Automobile: le plan Harper a des trous

Qu'est-ce qui garantit les emplois?, demande Hargrove

FRANÇOIS DESJARDINS

La bouée de sauvetage de quatre milliards que le gouvernement Harper a lancée à General Motors et à Chrysler en fin de semaine ne permettra pas nécessairement de sauver les emplois dans les usines d'assemblage du pays, a soutenu hier l'ancien président des Travailleurs canadiens de l'automobile, Buzz Hargrove.

En dévoilant les deux prêts samedi, le premier ministre Stephen Harper a dit qu'il s'agissait d'une mesure «regrettable, mais nécessaire pour protéger l'économie canadienne».

Ottawa et les provinces «surveilleront l'investissement de l'argent des contribuables», a-t-il ajouté.

Hier, M. Hargrove, qui a dirigé les TCA de 1992 à 2008 et a participé activement à plusieurs séries de négociations de convention collective entre les travailleurs et les trois grands de l'automobile, s'est attaqué au plan d'aide des conservateurs sous prétexte qu'il est incomplet.

«Ils ne comprennent pas l'industrie, ils n'ont personne pour examiner ça de manière intelligente et dire ce que le gouvernement devrait faire dans cette situation critique», a dit M. Hargrove lors d'un passage à l'émission *Question Period*, du réseau CTV.

«La responsabilité du présent gouvernement, si vous injectez de l'argent maintenant, est de garantir les niveaux de production des usines d'assemblages canadiennes. Et ça ne fait pas partie de l'enveloppe d'aide dévoilée samedi», a ajouté M. Hargrove.

L'industrie automobile canadienne compte pour près de 20 % de la production nord-américaine, et 10 % des achats de véhicules. Elle représente aussi 24 % des exportations et 150 000 emplois, dont plus de 45 000 dans les usines d'assemblage seulement. Chaque année, la dizaine d'usines canadiennes fabriquent environ 2,6 millions de véhicules.

Dans un discours en février 2008, l'ancien ministre d'Industrie Canada Jim Prentice a dit que chaque



Buzz Hargrove

El Niña n'a pas freiné la fonte de la banquise

2008 occupe le 10^e rang des années les plus chaudes depuis 1850

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'année 2008 se classe au 10^e rang des années les plus chaudes depuis 1850, selon le bilan intermédiaire rendu public cette semaine par l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

C'est l'intervention dans le climat mondial du phénomène *El Niña* — l'année froide qui suit généralement le réchauffement provoqué par *El Niño* — qui a réduit le réchauffement que la planète aurait dû accu-

ser en cours d'année. Cet *El Niña* a été classé de «modéré à fort» par l'OMM. Il est apparu à la fin de 2007. Ce phénomène, provoqué par un refroidissement généralisé des eaux de surface du Pacifique équatorial, a commencé à perdre de son intensité en février dernier après avoir provoqué des refroidissements importants dans plusieurs régions du monde.

Mais cet *El Niña* n'a eu aucune influence sur la fonte de la banquise arctique, qui a atteint son pic le 14 septembre dernier. La fonte de cette banquise est

la deuxième en importance jamais observée par satellite depuis 1979. Elle ne couvrait plus en 2008 que 4,6 millions de kilomètres contre 4,3 millions en 2006, l'année record pour la plus petite surface jamais observée. La banquise perd en moyenne 74 000 km² par an depuis 30 ans.

Ces données ont été au centre des débats lors du récent congrès de l'American Geophysical Union (AGU)

VOIR PAGE A 8: BANQUISE

VOIR PAGE A 8: AUTOMOBILE



HENGHAMEH FAHIMI AGENCE FRANCE-PRESSE

DROITS DE L'HOMME

La police iranienne ferme les bureaux de Shirin Ebadi

■ À lire en page B 1

L'ENTREVUE

Du Ritalin sur les campus

Une nouvelle mode estudiantine suscite l'inquiétude des professionnels de la santé et des neuroéthiciens

PAULINE GRAVEL

Les étudiants sont de plus en plus nombreux à consommer du Ritalin pour améliorer leurs facultés intellectuelles. Cette pratique qu'ils imputent à d'énormes pressions sociales à la «performance» inquiète les professionnels de la santé ainsi que les neuroéthiciens comme Eric Racine, qui craignent une banalisation de cette solution de facilité.

Des études états-uniennes ont confirmé la présence du phénomène sur divers campus universitaires et précisé que de 3,7 % à 11 % de la population estudiantine consomme du méthylphénidate, mieux connu sous le nom de Ritalin, à des fins récréatives ainsi que pour accroître ses performances cognitives. Le magazine *Nature*, qui a réalisé un sondage en ligne au début de l'année dernière, révélait qu'environ 20 % des 1400 répondants de tout âge avaient avoué avoir consommé au moins une fois dans leur vie un médicament pour améliorer leurs performances, dont le plus souvent le Ritalin.

Compte tenu du fait que le phénomène semble avoir gagné notre territoire, Eric Racine, directeur de l'Unité de recherche en neuroéthique à l'Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM), a voulu connaître le point de vue qu'adoptaient les professionnels de la santé, les étudiants et leurs parents quant à l'usage non médical de ce stimulant du système ner-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Eric Racine, directeur de l'Unité de recherche en neuroéthique à l'Institut de recherches cliniques de Montréal

veux qu'est le Ritalin. Dans le cadre de groupes de discussion, le chercheur a constaté avec surprise que cette pratique semblait déjà bien acceptée au sein du

VOIR PAGE A 8: RITALIN

Terrorisme, mode d'emploi

Al-Qaïda a rédigé un guide à l'intention de ses agents dormants

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La nébuleuse terroriste al-Qaïda a rédigé un manuel pour guider ses agents dormants dans les pays occidentaux, afin de faciliter leur adaptation à la société d'accueil en attendant le moment de perpétrer un attentat.

Ce volumineux document — plus de 100 pages — a été obtenu par *Le Devoir* auprès des Forces canadiennes en vertu de la Loi d'accès à l'information. Il a été saisi par les policiers britanniques dans une résidence d'un membre associé à al-Qaïda à Manchester, près de Londres. Le document a été traduit de l'arabe et authentifié par le FBI, aux États-Unis, avant d'être distribué à différents services de renseignements dans le monde. Il a également été admis en preuve dans certains procès pour terrorisme dans les dernières années, aux États-Unis et en Angleterre.

Le document s'intitule *Déclaration du djihad contre les pays tyrans. Série militaire*. Il constitue le parfait



VOIR PAGE A 8: TERRORISME

INDEX	
52	Annances B 2
	Avis publics .. B 6
	Convergence .. B 7
	Culture B 8
	Décès B 2
	Économie A 5
	Éditorial A 6
	Idées A 7
	Météo B 5
	Monde B 1
	Mots croisés .. B 5
	Religions B 6
	Sudoku B 4
	Télévision B 7

Radio-Canada.ca/espacemusique

Aujourd'hui, 16h

Monique Giroux reçoit

Marie-Michèle Desrosiers, Ricardo, Claire Pelletier, Sylvain Cormier et Chantale Gagné, l'une de nos Révélations Radio-Canada Musique.

Du lundi au vendredi à 16h, en direct du Café-Bar de la Cinémathèque québécoise. Réal. cobard. Alexandre Bernard

LE MONDE

MAURITANIE

Le président Sidi est libre

HADEMINÉ
OULD SADI

Nouakchott — Le président mauritanien renversé le 6 août par un coup d'État, Sidi Ould Cheikh Abdallahi, a été «libéré» hier sur ordre de la junte, mais ses partisans ont aussitôt déploré qu'il ait été convoyé «contre son gré» par des officiers, en pleine nuit, jusqu'à Nouakchott.

Et immédiatement après son arrivée dans la capitale, le président a regagné par ses propres moyens son village natal de Lemden (250 km de la capitale), afin d'y «préparer son retour à Nouakchott, dans la sérénité et selon son propre agenda», a déclaré l'un de ses proches.

Sous la pression internationale, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, aux commandes du pays depuis le putsch, s'était engagé le 7 décembre à libérer «sans condition, au plus tard le 24 décembre» le président démocratiquement élu en mars 2007 et renversé en août.

Détenu depuis 136 jours dans une villa à Nouakchott, puis à son domicile de Lemden, le président était officiellement en «résidence surveillée». «Le président Sidi a été libéré, quatre véhicules militaires sont venus le prendre à Lemden pour le ramener dimanche aux premières heures à Nouakchott», a annoncé anonymement une source sécuritaire : «il a été déposé par les militaires chez lui, à son domicile privé de Nouakchott. Il est désormais libre de ses mouvements».

Les proches du président et la coalition de partis anti-putsch ont immédiatement dénoncé les conditions de ce transfert «contre son gré». «Ils sont venus avec une force de frappe impressionnante pour réveiller un septuagénaire à trois heures du matin et le forcer à les accompagner, ce n'est pas conforme à la morale et à nos traditions», a protesté le président du Front national de défense de la démocratie (FNDD), Bejjel Ould Houmeit.

«Deux membres du Haut conseil d'État [junte] se trouvaient dans le



Les partisans du président Sidi ont manifesté leur désapprobation du coup d'État à plusieurs reprises depuis le mois d'août. Hier, les putschistes ont relâché le président déchu.

véhicule militaire qui a amené le président à Nouakchott, les colonels Mohamed Ould Meguedi et Mohamed Ould El-Adi», a par ailleurs indiqué un ancien haut responsable sous le régime de Sidi.

«Aussitôt» après son arrivée dans la capitale, selon cette source, le président a pris la route dans un véhicule personnel vers son fief de Lemden. «Le président Sidi ne cherche pas la confrontation. Il restera à Lemden, à la disposition du Front qui l'a soutenu», a assuré M. Ould Houmeit.

La présidence française de l'Union européenne a «salué» cette remise en liberté, tout en réaffirmant que «la solution à la crise actuelle passe par un retour à l'ordre constitutionnel», dans un communi-

qué lapidaire.

L'UE a placé la Mauritanie sous la menace de sanctions qui pourraient passer par une suspension des relations diplomatiques ou de l'aide au développement (hors aide humanitaire). Pour le Front anti-putsch, cette libération «accordée sous forme de cadeau à la communauté internationale, est un pas sur la voie de la restauration du président dans ses prérogatives», a déclaré son porte-parole Yahya Ould Sid El Moustapha.

«Sidi», dont la candidature à la présidentielle de 2007 avait été soutenue par les officiers les plus influents, avait été destitué par ces mêmes officiers le matin du 6 août. Il venait d'annoncer le limogeage des chefs des quatre corps

de l'armée, dont le commandant de la garde présidentielle, le général Ould Abdel Aziz.

Ce dernier n'a pas cessé depuis d'attaquer les 15 mois de gestion de Sidi, qu'il présente comme «l'ancien président rêvant d'être encore président».

Le nouveau pouvoir organise du 27 décembre au 5 janvier des «états généraux de la démocratie», journées de concertation qui doivent notamment fixer la date d'une élection présidentielle et auxquelles tous «les acteurs politiques» sont conviés. Le président Sidi a déjà répondu «catégoriquement non» à cette invitation, dans un entretien au journal *Le Monde*.

Agence France-Presse

BELGIQUE

Un gouvernement de transition en vue

SOPHIE LAUBIE

Bruxelles — La Belgique attendait toujours hier soir un gouvernement, deux jours après la chute de celui de M. Leterme, avec un scénario privilégié : celui d'un gouvernement de transition avec les partis de la coalition sortante, avant peut-être des élections anticipées en juin 2009.

Depuis qu'Yves Leterme a présenté sa démission vendredi, à la suite d'accusations de pression sur la justice dans l'affaire Fortis, le roi des Belges Albert II consulte les responsables politiques du pays.

Hier soir, il recevait pour la deuxième fois du week-end Marianne Thyssen, la présidente du parti chrétien-démocrate flamand (CD&V), le parti d'Yves Leterme. Le roi avait auparavant reçu depuis vendredi les principaux responsables politiques de la majorité, qui réunit libéraux et chrétiens-démocrates côté flamand et libéraux, socialistes et centristes côté francophone.

Une décision devrait être prise rapidement, la plupart des responsables politiques ayant appelé à éviter une vacance politique dans le contexte de crise économique que connaît la Belgique comme le reste de l'Europe.

Le chef du parti libéral francophone belge Didier Reynders a dit «espérer» une décision dès hier soir. Le nom du nouveau premier ministre était en tout cas attendu avant la diffusion du discours de fin d'année du souverain prévu pour mercredi.

Afin de mettre fin aux rumeurs d'une éventuelle reconduction de M. Leterme, son porte-parole a affirmé hier soir que le premier ministre démissionnaire n'était «pas candidat à sa succession ou pour jouer un rôle dans un prochain gouvernement».

Un maintien qui semblait de toute façon peu probable, tant la crédibilité d'Yves Leterme est entamée. Mais personne ne s'attend

pour autant à un remaniement en profondeur du gouvernement, car cela demanderait de trop longues tractations.

Du coup, les noms qui revenaient le plus souvent pour succéder à Yves Leterme étaient ceux de deux chrétiens-démocrates flamands comme lui, ce qui permettrait de préserver l'équilibre actuel au sein de la majorité : Herman Van Rompuy, le président de la Chambre des députés, et Jean-Luc Dehaene, ex-premier ministre, deux vétérans de la politique belge. Le nom de l'ex-premier ministre libéral flamand Guy Verhofstadt était aussi fréquemment mentionné.

Fortis

Le scénario que beaucoup considèrent comme probable est celui de la nomination d'un gouvernement de transition — jusqu'aux élections régionales de juin 2009 qui pourraient être couplées à des législatives anticipées —, reprenant pour l'essentiel les partis de la coalition hétéroclite sortante.

Yves Leterme, qui avait été très critiqué pour sa gestion des tensions entre néerlandophones et francophones, a chuté paradoxalement sur un dossier qui avait redonné un peu de crédibilité à son gouvernement : le sauvetage du bancassureur belgo-néerlandais Fortis, premier employeur privé de Belgique. D'où le «Fortisgate» évoqué dans la presse.

Sa démission a replongé la Belgique dans les turbulences politiques dont elle pensait être sortie jusqu'en juin prochain.

Depuis l'été 2007, le royaume a connu une crise quasi-ininterrompue en raison des disputes entre Flamands néerlandophones et francophones sur l'avenir du pays, privé de gouvernement stable pendant une période record de neuf mois.

Agence France-Presse

EN BREF

Evo Morales mis à mort?

Caracas — Le président vénézuélien Hugo Chavez a affirmé hier qu'il existait un projet d'assassinat de son homologue bolivien Evo Morales. Selon lui, ses ennemis veulent l'éliminer en raison de sa victoire probable au référendum de janvier 2009 sur une nouvelle Constitution. «Evo m'a téléphoné ce matin et m'a dit qu'un projet d'assassinat avait été découvert», a déclaré le président vénézuélien au cours de son allocution radiodiffusée dominicale *Allo président*. Comme les ennemis de M. Morales «ne peuvent rien contre lui» sur le plan politique, ils veulent s'en débarrasser en «l'assassinant», a affirmé M. Chavez. Le président Chavez a dénoncé à plusieurs reprises des projets d'assassinat, affirmant déjà l'année dernière qu'il existait un complot pour tenter s'assassiner M. Morales, un de ses principaux alliés en Amérique du Sud. — AFP

Les palaces de Mumbai ont rouvert

Mumbai — Une partie du palace Taj Mahal et de l'hôtel Trident de Mumbai, pris d'assaut fin novembre par un commando islamiste, ont rouvert hier sous très haute sécurité, l'Inde espérant faire revenir des touristes sur la côte ouest pour les fêtes de fin d'année. Ces deux établissements de luxe — et l'hôtel Oberoi, contigu au Trident, qui reste fermé — demeureront des symboles du carnage perpétré par dix assaillants du 26 au 29 novembre



PUNIT PARANJE REUTERS
L'hôtel Taj Mahal, hier

dans la capitale économique de la 10^e puissance mondiale. Sur les 163 personnes, dont 26 étrangers, massacrées en plusieurs endroits du «New York de l'Orient», 32 ont été tuées au Trident et 31 au Taj Mahal Palace. Les directions des hôtels ont rendu hommage aux victimes et salué en «héros» les personnels. Dans la matinée, employés et clients ont assisté dans le hall du Trident à des prières oecuméniques d'hindous, musulmans, chrétiens, bouddhistes, juifs, jaïns et zoroastriens. Tout le quartier des hôtels avait été bouclé par les forces de l'ordre qui fouillaient chaque visiteur et chaque bagage à l'aide de détecteurs de métaux ou d'explosifs. Le Taj Mahal est devenu l'hôtel incontournable de Mumbai pour les têtes couronnées, chefs d'État, vedettes de la chanson et du cinéma ou riches hommes d'affaires. — AFP

Les États-Unis lâchent Mugabe

Pretoria — La secrétaire d'État adjointe américaine, Jendayi Frazer, a estimé hier à Pretoria qu'un gouvernement d'union nationale n'était pas possible au Zimbabwe avec le prési-

dent Robert Mugabe, qui a selon elle perdu «le sens des réalités». «Nous avons perdu tout espoir de voir aboutir un gouvernement d'union nationale avec Mugabe au pouvoir. Il a perdu tout sens des réalités», a affirmé à la presse la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines. «Nous étions prêts à utiliser l'influence des États-Unis pour négocier avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour effacer la dette de 1,2 milliard de dollars du Zimbabwe, mais nous ne le sommes plus désormais», a-t-elle indiqué. «Le gouvernement du Zimbabwe a perdu le contrôle», a estimé Mme Frazer en évoquant la situation économique. «En fait, il n'y a plus de gouvernement dans ce pays depuis les élections de mars.» — AFP

Les FARC libéreront six otages

Bogotá — Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) annoncent qu'elles vont relâcher six otages dans les prochains jours, a rapporté hier la station colombienne Radio Caracol, qui a reçu un communiqué de la guérilla marxiste. Dans le document, transmis par courriel à l'Associated Press, les FARC ne précisent pas la date de cette libération, indiquant simplement qu'elle interviendra «bientôt». La guérilla prévoit de relâcher d'abord trois policiers et un soldat, puis un ancien gouverneur et un ex-député. Ce geste de bonne volonté est destiné à relancer les négociations avec Bogotà en vue d'un échange de prisonniers. — AP

ISRAËL

SUITE DE LA PAGE B 1

La dirigeante du parti Kadima (centriste) au pouvoir, la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni a exigé qu'«Israël rétablisse son pouvoir de dissuasion et stoppe les tirs des roquettes».

«Israël doit faire tomber le pouvoir du Hamas et un gouvernement sous ma direction le fera», a-t-elle poursuivi, devant le groupe parlementaire du Kadima.

Plus prudent, le premier ministre Ehoud Olmert, qui quittera ses fonctions à l'issue des législatives du 10 février, a déclaré au cabinet : «un gouvernement responsable n'est pas impatient à l'idée de déclencher une guerre mais ne l'évite pas non plus. En conséquence nous prendrons les mesures appropriées».

Le ministre travailliste de la Défense a lui exhorté les responsables israéliens à plus de retenue, les accusant de faire de la surenchère à l'approche des législatives.

«Nous ne pouvons accepter la situation à Gaza [et autour]. J'ai donné instruction à l'armée et aux services de sécurité de se préparer, mais les voix belliqueuses sont nocives et inutiles», a dit Ehoud Barak.

Une vingtaine de roquettes et d'obus de mortiers ont été tirés hier par les groupes armés palestiniens de Gaza, selon un porte-parole militaire.

Dans la soirée l'aviation israélienne a effectué un raid à l'est de la ville de Gaza en visant «deux lance-roquettes prêts à l'usage», selon un porte-parole de l'armée. Selon des sources hospitalières palesti-

niennes, quatre Palestiniens-trois activistes et un enfant-ont été blessés lors de l'attaque.

Pour sa part, le chef du service de sécurité intérieure (Shin Beth), Yuval Diskin, a mis en garde contre le risque que des roquettes n'atteignent la ville de Beer Sheva, à une cinquantaine de kilomètres de la bande de Gaza, soulignant que le Hamas en avait amélioré la portée, selon une source gouvernementale. En réponse à la recrudescence des violences, Israël a renforcé début novembre son blocus de la bande de Gaza, où vivent 1,5 million de Palestiniens dans des conditions misérables.

Ce blocus est en vigueur depuis la prise de pouvoir de Gaza par le Hamas en juin 2007.

Agence France-Presse

Pour Noël

Noël

OFFREZ UN ABONNEMENT AU JOURNAL
LE DEVOIR

À UN NOUVEL ABONNÉ ET RECEVEZ GRATUITEMENT
LE LIVRE DE GARNOTTE, NOTRE CARICATURISTE!

GARNOTTE
2008

LES TOUCHABLES

POUR COMMANDER
514-985-3355 1 800 463-7559

13 semaines, du lundi au samedi	75,00 \$ + taxes
26 semaines, du lundi au samedi	132,00 \$ + taxes
52 semaines, du lundi au samedi	239,00 \$ + taxes
52 semaines, le samedi	115,00 \$ + taxes

(ou pour tout abonnement d'une valeur de 50 \$ ou plus avant taxes)

AVANT DE COMMUNIQUER AVEC NOUS,
ASSUREZ-VOUS D'AVOIR :
l'adresse complète et le numéro de téléphone
de la personne à abonner.

Libérez-vous des idées reçues

→ ledevoir.com/abonnement.html

LE DEVOIR.com

L'offre est valable jusqu'au 22 décembre 2008 inclusivement. Quantité de livres limitée.

Abonnement offert en cadeau dès lors livré à une adresse différente de celle de votre abonnement actuel.

